

Parti Communiste Français

Section du Bassin d'Arcachon et du Val de l'Eyre

« Espace Jacques Charrazac »

61 bis, Avenue de la Libération - 33380 BIGANOS

T. Fax : 05 56 82 73 24 - Site internet : www.pcfbassin.fr - courriel : pcfassin@orange.fr



Jacky CUSOL
Communiste et
Militant
Le Barp 33
Le 29/10/2017

Réinterrogeons-nous !

Ouvrir un vaste chantier de réflexions sur l'avenir du PCF, ne va pas manquer de difficultés à l'exercice, ou le remodelage libéral de la société continue à travailler les consciences et à obscurcir les horizons à l'émancipation. L'atomisation de la gauche toujours aux prises avec ses vieux démons réformistes et populistes, tient en grande partie à l'affaiblissement du Parti Communiste Français et sa propension à l'effacement.

Le problème c'est que les clivages à gauche comme à droite tiennent en grande partie des fondamentaux à poursuivre ou pas une politique ultralibérale.

Un champ ou la gauche se trouve au cœur de ses contradictions, remettant en cause l'idée même d'une gauche à vocation majoritaire. Cette question aborder sous le seul angle des « **rassemblements à gauche** » et du « **temps du commun** » reste du domaine de l'incantation ? Non pas que le mécontentement populaire soit une vue de l'esprit, plutôt bien réel, rejetant de façon divers un capitalisme despotique, mais dans sa composition sociologique diverge sur la notion de mérite contre l'assistanat. Autrement dit entre les élites et la traduction d'un modèle social.

La crise institutionnelle est avant tout politique ou nous assistons à la fin du « **compromis historique** » avec le capital s'identifiant durant des années au « **socialisme dans le capitalisme** » ou la notion du donnant donnant avec les forces patronales avait valeur de contenir les rapports de force. Ce qui n'empêcha pas certains bons qualitatifs de grandes portées révolutionnaires dans les avancées sociales, mais sur le fond de renvoyer à plus tard l'avènement d'un socialisme à visage humain.

La crise du capital aujourd'hui se pose dans des conditions différentes, nous plaçant en permanence dans l'immédiateté à résoudre les maux de la société, mais aussi dans l'urgence sociale et la dépendance économique à avoir un travail. Là où l'entreprise est devenue une zone de non droit.

Une situation schizophrénique qui passe par l'acceptation d'être avant tout un être économique au service de la seule rentabilité financière de l'entreprise, dans un monde concurrentiel que l'Etat se propose de réguler, pour en fait en devenir son principal promoteur.

Pour autant les nouvelles techniques de communication comme internet et les réseaux sociaux modifient quelque peu le rapport à l'information, représentant un besoin de régénérer la démocratie, de se soustraire aux moyens audiovisuels sous contrôles, aux sensations de liberté d'engagement. Un créneau donnant l'illusion de se dégager des appareils politiques perçus comme trop autocentrés sur leur sort. C'est tout au moins la voie choisie par E-Macron et JL-Mélenchon surfant dans des camps opposés, sur l'obsolescence des partis politiques et de prétendre apporter du neuf en politique.

Ainsi le « **dégagisme** » de JL-Mélenchon s'inspirait pleinement de l'idée d'un changement de personnel politique qui a échoué, à gauche comme à droite.

Depuis les illusions sont tombées, pour très vite revenir aux réalités du coup « **d'Etat permanent** » et d'une « **révolution citoyenneté** » en butte à des questions organisationnelles et des courants de pensées que l'on ne peut concilier sur la seule autorité du ou d'un chef.

On doit s'interroger sur le comment en sommes-nous arrivés là ? Sur une stratégie de rassemblement qui a complètement échoué, ramenant le rôle du PCF à sa seule bonne foi, ne pouvant exister que dans les

pas des autres, et non à partir de son originalité Marxiste ! Laissant en suspens les vraies questions : de quels processus révolutionnaires sommes-nous porteurs, quelles propositions nous identifient vraiment sur la mise en cause de la domination de la propriété privée, quelle appropriation sociale autogestionnaire, liée à des droits sociaux et économiques, la démocratisation de la société, la souveraineté populaire et monétaire, une Europe des Nations, de ne pas faire du « **pouvoir du peuple** » un thème générique aux trop nombreux effets d'annonces...etc.

Des positions conditionnées à un panier commun de la gauche ou trop souvent le contenu révolutionnaire est mis en cause, que JL Mélenchon a subtilement substitué à des choix keynésiens de sortie de crise par l'impôt et non à partir des lieux d'exploitations et de soumissions aux profits.

Il nous faut savoir ou se crée les rapports de force et où se situe l'utilité du PCF à cet effet ?

Aujourd'hui la réponse à résoudre les grands défis du XXIème se pose avec plus d'acuité que jamais, liée à un sentiment très fort de vivre une fin d'époque.

S'agit-il d'en rester à atténuer les excès du capitalisme ou de changer de société ?

La crise du capital est encore trop associée aux conséquences du modernisme, de l'évolution des technologies appelant d'autres rapports dans la production, les échanges et la gestion de notre environnement de façon plus écologique. Les affaires sont venues ternir le débat sur ces questions essentielles et discréditer un peu plus les élites politiques accusés de se servir. Désormais plus que de s'abstenir, l'exclusion est devenue un mode d'expression sur le seul registre du rejet du monde politique.

Durant des années le Parti Communiste a représenté la force militante de la gauche radicale, qu'il a mis peu à peu au service d'un Parti devenu institutionnel, cédant aux autres sa communication, sa vocation à l'éducation populaire passant par des réseaux sociaux opposant la révolution citoyenne, à celle beaucoup plus organisationnelle du Parti Communiste.

Il existe en France, depuis plus de deux siècles un courant démocratique et révolutionnaire, dont le PCF a su en être l'expression politique majeure.

Pendant longtemps le Parti Communiste a représenté un parti de masse lorsque celui-ci à assumer une fonction de représentation sociale sur des bases de classe, de créer l'espoir d'une République sociale et d'une force propulsive à rassembler et dynamiser la lutte politique.

Or depuis un certain nombre d'années nous nous sommes illustrés dans la **représentation** plus que dans la **fonction politique** à être utile au changement.

Représentation à vouloir « **sauver la gauche** », à être « **les meilleurs rassembleurs** », à chercher à apporter la preuve de notre « **transformation** », sujet parfois à caution à nous situer dans « **l'entre deux** » stratégique, entre effacement ou mutation.

Autant de messages ambivalents qui n'ont pas aidé à la compréhension de nos actions et à la mobilisation des forces productives et créatrices du pays sur un véritable projet de société, que le « **temps du commun** » résume imparfaitement dans sa cohérence sociologique des 99%.

En la matière nous n'avons fait que de l'approximatif, voire de l'expérimentation sur des luttes défensives à sauver l'essentiel, passant plus à défendre un héritage révolutionnaire, que de construire un idéal émancipateur.

Nous en sommes restés à la notion de contrepoids face à une mondialisation capitaliste broyant les Nations et les souverainetés populaires, pour les soumettre à la loi du marché et de la concurrence. Ce qui devait être une ouverture sur le monde s'est résumée à un encasernement à faire la preuve de nos solvabilités et rentabilité. Les identités nationales ont été l'enjeu d'une lutte idéologique et politique de premier plan, que le Parti a laissé aux autres, dévoyant ses fondements démocratiques et républicains vers un débat entre souverainistes et nationalistes comme seules réponses à la crainte d'un déclassement des Nations et d'une certaine porosité à un communautarisme religieux, visant idéologiquement à supplanter les traditions démocratiques et politiques notamment de la France. En réponse sur ces questions essentielles nous avons tapé en touche, parlant d'un fait national ou d'un récit national, en cherchant chaque matin à convoquer un internationalisme prolétaire, ayant perdu ses repères de classe. Notre position sur l'Europe

n'a fait que prolonger notre ambiguïté à situer la souveraineté des peuples hors d'un cadre national aux thèmes plutôt altermondialiste, alors que l'idée de l'Europe est entachée d'une mise sous tutelle ultralibérale, suscitant plus le rejet que l'adhésion populaire, laissant tout un champ libre au repli et au populisme.

Résultats le Parti semble débordé sur tous les fronts de la monnaie unique, à changer les institutions et la BCE, l'Europe sociale, etc...

Ce vide a permis au système capitaliste de pousser plus loin les feux de la privatisation de l'Etat, de renforcer ses positions à marchandiser tous les secteurs clés de l'économie du secteur public et nationalisé, le chômage et la santé, comme la force de travail devant faire la preuve de sa rentabilité et de mettre en rapport la nécessité de remodeler la société, nos territoires de façon plus libérale, centralisés.

Aujourd'hui tout plaide pour que le PCF retrouve ses fondamentaux dans les conditions d'une société de la communication, d'une révolution informelle et d'intégration des questions écologiques dans tout développement durable. L'affrontement de classe n'est pas seulement à être contre un système de domination et d'aliénation, mais de s'imprégner qu'au-delà du capitalisme existe un autre avenir et que cela dépend d'un nous collectif, mais également d'un je à se réaliser selon ses aspirations bienveillantes. Travaillons donc la visée pour que notre quotidien ait du sens à se projeter dans un avenir commun aux contours progressistes, émancipateur et de paix dans un monde multipolaire.

A l'aune d'un XXème siècle finissant nous avons vu surgir de nombreux mouvements populaires contestataires à l'ordre établi, contre certaines dictatures dans le monde, mais l'expérience à prouver que sans un peuple politisé sur des bases de classe et de masse, l'issue est vouée à l'échec !

Pour le PCF faut-il savoir sur quoi nous souhaitons devenir plus qu'un recours ?

Si nous ne partons pas de rien, la situation est néanmoins plus complexe qu'il n'y paraît, sans pour autant continuer à apporter du crédit à vouloir s'identifier à la gauche et sa reconstruction, ne menant pas spécialement vers la construction d'un rassemblement pour un projet de transformation de la société, à plus forte raison s'il s'agit de résumer notre activité politique à une simple tâche à rassembler les 99% et de croire que cela suffit à se hisser au rang de « **peuple politique** » ?

Une situation qui pousse à bien des bouleversements, mais faut-il pour autant que ceux-ci nous amènent à « **changer de nom** » et de commencer la transhumance vers l'équivalence d'un mouvement. L'intronisation de JL Mélenchon nous laisse à le penser, surtout que notre effacement en politique est plus que remarquée.

Le séisme de 2017, en signera-t-il l'objectif ?

La pire des choses serait d'ouvrir des portes insidieuses à se saborder ?

La question de fond est-elle, d'estimer aujourd'hui que la forme parti politique est dépassée et qu'un mouvement Communiste « **galaxie communiste** » porteur de cette empreinte, suffit à tout ?

Pierre Laurent en a été souvent le messenger, en cherchant à faire la preuve que l'ouverture du Parti n'est pas en opposition avec cette idée de mouvement, et de vouloir l'intégrer à la « **transformation du Parti** ». Mais jusqu'à quand et surtout pour quelle efficacité politique lorsque l'on voit l'état de santé de notre Parti, concomitant au demeurant à une stratégie à être compatible ? Le Communisme reste encore une belle idée associée à de belles victoires sociales et politiques, pouvant cependant devenir son pire ennemi si celui-ci se laisse aller au gauchisme, au populisme de gauche, au réformisme et se fige en dogme philosophique et politique.

D'où l'importance d'avoir un regard lucide sur un monde qui bouge et une société qui se cherche un avenir, que l'on ne peut figer à la seule recomposition politique en cours, ne modifiant en rien la question des rapports de classe et de masse dans ce pays et au-delà, par ailleurs ne pouvant s'identifier à l'image de la société, mais à celle à construire.

Dans ce sens nous ne sommes pas la gauche, mais le Parti communiste Français.

Ceci à plus forte raison que les idées « **du compromis historique avec le capitalisme** » ont la vie dure !

Cessons de passer pour un groupe de pression et de chercher à simplement nous particulariser à partir d'une composante active de la gauche et non une force propulsive au changement de société et de politique.

Dans un monde de la communication la fonction militante peut paraître désuète et pourtant réaliste si on prend en compte que 11 députés Communistes ont réussi à être élus dans des conditions extravagantes et qu'il nous faut dans la proximité reconstruire de l'intérêt à l'engagement politique.

A cela faisons en sorte que la direction du Parti soit à l'image de ses militants et non ouvert à la seule croyance d'une citoyenneté spontanée ?

Un Camarade a raison, notre faiblesse nous vient bien de l'intérieur du Parti et comme lui je me refuse à nous laisser déposséder d'un vrai débat sur son avenir, tout en cherchant à être à l'écoute !

Pour finir donnons les outils à la classe ouvrière, la classe exploitée les moyens de combattre la mondialisation capitaliste dans l'entreprise – lieu de sa survie-, donnons corps à la solidarité prolétarienne et citoyenne à partir du jumelage international de nos communes, des mouvements associatifs, politiques et participons à l'expansion de nouvelles formes d'économie plus solidaire, sociale, du circuit court et écologique.

Pour cela il nous faut reconstruire une ossature économique par la réindustrialisation du pays aux structures non polluantes et dans le cadre du réaménagement de nos territoires redéfinir tout un secteur public comprenant à la fois des nationalisations aux pouvoirs partagés et des services publics de proximité. La cohésion nationale doit être avant tout sociale !

Il ne s'agit pas de construire un nationalisme à la D-Trump, et d'un pays en repli, mais revenir sur la scène internationale ou la France a besoin d'exister pour être entendu, coopérer et peser sur la scène internationale à partir de valeurs universelles, progressistes et de paix.

Pour cela le Parti Communiste Français a encore de beaux jours devant lui.

Jacky CUSOL
Communiste et
Militant
Le Barp 33

Le coût du travail est au cœur du combat de classe ou le tiers-mondisme est depuis longtemps installé dans les pays les plus riches, sauf qu'en France il est encore associé à un modèle de société d'émancipation, de partage et de développement économique, plus que mis à mal par des lois sociales lui refusant le statut d'un droit au travail au nom de la libre entreprise et de la concurrence.

Là où l'Europe du capital est en échec, au même titre que les forces économiques et financières qui s'en réclament, incapables de rétablir des taux de croissance durable et de répondre aux besoins des populations et des territoires, sinon de s'inscrire dans une fuite en avant ultralibérale. Dans ce cadre toutes formes de démocraties politiques risquent de se muer en autoritarisme, et de nous plonger plus profondément dans une crise financière jamais égalée.

Réfléchissons à un pays dépendant à plus de 60% des importations ?

Ce qui doit nous amener à donner une autre dimension à l'emploi et la formation, afin de créer des richesses et non l'enfermer dans le seul traitement social.

Aujourd'hui jouer sur les contradictions d'un capitalisme mondialisé, en créant des brèches à sa puissance ne suffit pas. Il y a besoin de visées révolutionnaires mêlant la souveraineté populaire des peuples et l'universalité de valeurs humaines et progressistes favorisant les échanges fructueux et les coopérations utiles. Tous rapprochements dans ce domaine ne peuvent que favoriser la Paix dans le monde.

Pour finir nous avons besoin d'une direction qui stimule le travail militant et de ses commissions, peu répertorié, pour un travail politique plus vivant, en phase avec les réalités du terrain, des luttes sociales et non de faire pression sur les états-majors des partis de gauche plus propice à la délégation de pouvoir.

Il nous faut reconstruire de l'idéologie et du politique, meilleur cadre à la réappropriation de la pédagogie du non renoncement et de créer les bases de futures générations de révolutionnaires. Si effectivement nous avons besoin de tout un peuple et de leurs organisations pour changer de politique et de société, il ne nous faut pas cependant perdre de vue que c'est la partie la plus éclairée politiquement, qui est la plus combattue.

Pour cela nous avons au plus vite besoin d'un congrès qui ne nous enferme pas sur la seule stratégie électorale, et de ce faux débat d'une pseudo compatibilité du Parti à se situer plus dans l'air du temps, que d'être un outil à la transformation sociale et politique.

Nous le voyons bien se confondre aux autres, n'apporte pas plus de lisibilité sur notre utilité et encore moins à nous éclairer sur le combat révolutionnaire à venir.

Si ajustement et transformation il doit y avoir, c'est bien à partir d'une stratégie qui tourne le dos à celle de la direction en échec.